

Les lieux de mémoire existent pour informer sur l'histoire qui s'y est déroulée et donner à réfléchir. Mais comment doivent-ils transmettre la connaissance avec objectivité? Que conserver de ces sites et de quelle manière? Comment se garder d'un culte de la mémoire oublieux de l'histoire? À ces questions, et à beaucoup d'autres, ont tenté de répondre directeurs de mémoriaux et de musées, historiens, représentants d'associations qui ont participé à Luxembourg du 19 au 21 octobre dernier à un séminaire européen sur le thème: « Perspectives européennes de la pédagogie sur les lieux d'histoire et de mémoire » de la Seconde Guerre mondiale. Les organisateurs, parmi lesquels le Centre de documentation et de recherche sur l'Enrôlement forcé de Luxembourg, ont rédigé un compte rendu des travaux que nous publions ci-dessous car leurs réflexions nous concernent directement.

Quelle pédagogie sur les lieux d'histoire et de mémoire ?

C'est à l'Abbaye de Neumünster à Luxembourg que s'est tenu le deuxième séminaire européen de pédagogie sur les sites d'histoire et de mémoire de la Seconde Guerre mondiale. L'Abbaye qui fut le lieu d'incarcération des opposants, résistants, réfractaires durant la Seconde Guerre mondiale - prison du Grund -, est devenue Centre culturel de rencontre.

Cinq pays étaient représentés par des directeurs de musées, porteurs de projets, historiens, universitaires, présidents et représentants d'associations⁽¹⁾ : Luxembourg, Belgique, Autriche, Allemagne et France. Nous rapportons ici quelques analyses seulement et renvoyons à la publication prochaine d'*Actes* exhaustifs. Les propos ont été souvent très tranchés, engagés, donnant lieu à de nombreuses réactions.

Steve Kayser, directeur du Centre de documentation et de recherche sur l'Enrôlement forcé, responsable du Mémorial de la Déportation, introduit les journées en saluant la présence nouvelle de l'Autriche. Son message a imprimé le caractère des échanges à suivre: ne pas perdre le fil de l'Histoire, avoir toujours en jalons de nos réflexions non seulement le 30 janvier 1933, mais aussi le 8 mai 1945, qui ne clôt pas la période du chaos, mais ouvre sur l'avenir que l'on espère (espérait) responsable. Il a appelé à un engagement contre l'oubli, à une mémoire exhortante, contemplative et instructive.

Günter Morsch, directeur du Musée mémorial de Sachsenhausen et de la Fondation des mémoriaux de Brandebourg, a évoqué l'évolution et les problèmes d'« une culture de mémoire européenne », d'une seule approche. L'après-guerre froide a donné lieu à une sorte de « boom mémoriel », dont on peut dire que le point de départ officiel a été la résolution du Parlement européen sur la protection des sites des camps de concentration nazis en février 1993⁽²⁾, et dont la dernière étape en date est la proposition par le même Parlement de la date du 23 août comme journée européenne du souvenir des « victimes de tous les régimes totalitaires et autoritaires »⁽³⁾. Ainsi, la mémoire des camps nazis est-elle largement « dépassée » par une volonté de faire mémoire de toute victime de tout régime oppresseur et répressif en tous temps en Europe. M. Morsch s'est demandé s'il ne serait pas temps, face à cette volonté d'une « narration commune », cette « réinter-

prétation globalisante de l'histoire européenne » d'organiser une véritable plateforme internationale de réflexion.

La fin des tabous, le mur du silence tombé, ont aussi réveillé ou révélé des clivages, des concurrences de mémoire, la renaissance de mythes nationaux. Le chemin est long et fait de confrontations, ententes et mésententes. Ainsi les lieux de mémoire ont-ils la responsabilité d'effectuer un travail ouvert, libre, de se protéger de tout accaparement partisan, de se mettre ensemble pour œuvrer à une mémoire non réduite à une instrumentalisation européenne politique. Si l'on peut attendre beaucoup des lieux de mémoire, ils ne sont pas là pour « refléter l'air du temps ». Ils sont là pour informer sur l'histoire et donner à réfléchir. Ce ne sont pas les lieux d'une seule mémoire transnationale, mais le puzzle mémoriel européen, qui doit s'affranchir de toute récupération, de tout exercice imposé.

Quête de vérité, quête d'identité

Wolfgang Benz, directeur du Centre de recherche sur l'antisémitisme, professeur à la Technische Universität de Berlin, a apporté un éclairage sur les « paysages » de la mémoire et du souvenir. Il insiste d'abord sur la sur-médiatisation et le risque de banalisation de la « période national-socialiste ». Les fictions récentes, par un traitement libre parfois arbitraire de l'histoire, laissent croire au public qu'il est ainsi informé sur l'Histoire, alors qu'il n'a eu à réagir qu'à une interprétation, voire à un objet à visée seulement symbolique. Le symbole porte l'émotion, mais il ne suffit pas pour connaître et transmettre le passé. Il s'interroge ensuite sur les musées, qui ne remplacent pas les lieux de commémoration. Les musées ne sont pas des compensateurs - des pansements ou des béquilles - de déficits de relations sociales, des lacunes de l'éducation, de déficits d'apprentissage de l'Histoire.

Sonja Kmec, assistante chercheuse à l'université de Luxembourg, a complété ces propos en rappelant le sens des mots histoire et mémoire, en français et en allemand. S'appuyant largement sur les travaux de Pierre Nora et de Henry Rousso, elle a abordé le sens des lieux de mémoire, du lieu réel au symbole. Histoire et mémoire font référence à un

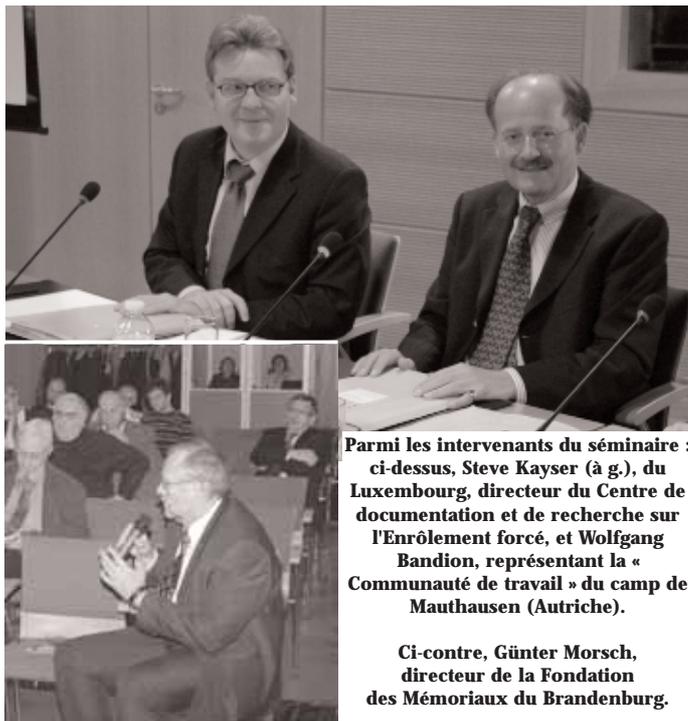
passé réel. Mais l'une s'apparente à la quête de la vérité, et réclame donc distanciation et effort d'objectivité, tandis que l'autre s'apparente à une quête d'identité, pouvant amener à une sacralisation du passé, sans distance aucune et dans l'affect subjectif. Sonja Kmec a évoqué ensuite la mémoire collective, qui est à la fois culture et communication (Jan Assmann, Harald Walser).

Anne Bourgon, architecte urbaniste, en charge du projet d'aménagement muséographique et paysager de l'ancienne gare de déportation de Bobigny nous interroge: faut-il et peut-on conserver absolument les traces matérielles de tous les lieux de mémoire? Quelle place laisser à l'oubli? Elle a rappelé les deux grandes doctrines sur la conservation du patrimoine bâti: d'une part une doctrine prônant la restauration systématique (Viollet-Le-Duc), d'autre part une doctrine argumentant sur le fait qu'un bâtiment est un organisme vivant appelé à finir en ruine (parfois même s'attache-t-on à l'esthétique de la ruine, démarche essentiellement anglo-saxonne). Selon que l'on

se place dans une perspective ou l'autre, l'intention est différente et les propos à développer, la pédagogie, sont différents.

La mémoire joue le rôle de lien social

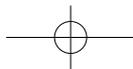
Prolongeant ces propos, le Dr Mathias Henkel, des Musées de la ville de Nuremberg, nous fait part des difficultés rencontrées dans la gestion des ruines des travaux monumentaux du Troisième Reich à Nuremberg. Que faut-il conserver? Doit-on reconstruire - au risque d'être accusé de valoriser ces immeubles, stade, carrousel, etc. - ou s'en tenir au « *restauration as found* » (figer en l'état de ce qui est parvenu jusqu'à nous)? Doit-on laisser partir en ruine, au risque d'être accusé d'effacer les traces du passé? Chaque lieu doit être traité en soi et dans la perspective dans laquelle on le place: sera-t-il à proximité d'un musée qui permettra de le replacer dans un contexte? Sera-t-il seul, sans propos explicite d'appoint et de compréhension?... ●●●



Parmi les intervenants du séminaire : ci-dessus, Steve Kayser (à g.), du Luxembourg, directeur du Centre de documentation et de recherche sur l'Enrôlement forcé, et Wolfgang Bandion, représentant la « Communauté de travail » du camp de Mauthausen (Autriche).

Ci-contre, Günter Morsch, directeur de la Fondation des Mémoriaux du Brandebourg.





●●● L'approche de Georges Bensoussan, rédacteur en chef de la *Revue d'histoire de la Shoah*, responsable éditorial au Mémorial de la Shoah à Paris, s'est posée comme un signal d'alerte. Abordant la question d'une nouvelle « religion mémorielle », à travers la commémoration et les musées, il a pris comme premier postulat que les institutions de mémoire naissent par nécessité de forger une identité... on se tournerait ainsi vers le passé, lorsque le présent est en crise. Il a souligné l'absence de projet collectif d'avenir au profit d'un « individualisme de masse ». Cette individualisation de la société s'additionne à une angoisse devant l'accélération de l'histoire. Or le passé est rassurant (racines, filiation). D'où le boom, l'obsession du lieu de mémoire comme garant d'un passé permanent. Dans ces lieux, souvent, la commémoration qui rassemble, prime sur l'événement commémoré lui-même. La mémoire joue le rôle de lien social, et le devoir de mémoire, la quête de ce lien. Ce culte du passé - religion laïque? - est à rapprocher d'une défaillance du divin.

Quant aux musées, toujours plus nombreux, ils ne sont plus seulement là pour traduire un fait d'histoire, mais pour faire l'Histoire; tout musée traduit un regard idéologique, il devient un lieu sacré dans une société désacralisée. La fragilité de la société se traduit par un instinct de conservation (de mise en musée, de

conservation des archives), un élargissement de la notion de patrimoine de l'espace privé à l'espace public, à une notion culturelle. Ce culte de la mémoire ne nous parle pas du passé mais de notre présent, en oubliant essentiellement l'Histoire. Les musées écrivent le présent plus qu'ils ne se penchent sur le passé.

Un rejet de la population locale?

Les propos d'Andreas Schmoller, représentant le Musée mémorial de Ebensee (Kommando annexe de Mauthausen, Autriche) se sont en partie inscrits dans ces conclusions. Il a présenté la longue et difficile chronologie d'un lieu de mémoire, sur lequel a été construit un quartier résidentiel dans un paysage magnifique. La proximité du site de mémoire - d'abord un monument érigé tandis que les vestiges du camp étaient démolis (financement privé, 1948), puis une partie de tunnel aménagé pour la visite, enfin la construction d'un musée - et des habitants du quartier n'a pas été simple à gérer. Les habitants se sentent encore largement « victimes » du travail de mémoire qu'ils ressentent comme une chape de plomb du passé alors qu'ils revendiquent le droit à la « vie normale ». Récemment, des jeunes de la commune se sont vêtus d'uniformes noirs, armés de fusils à balles en

plastique, ont arpenté une partie des tunnels mimant les bourreaux SS, devant les yeux effarés des visiteurs. Ces jeunes n'ont aucune affiliation connue à un groupe néonazi, n'ont pas de problèmes particuliers. Au-delà de la condamnation de ces actes, Andreas Schmoller s'est interrogé sur le pourquoi de ce comportement. Est-il symptomatique de non-dits, d'un rejet de la mémoire, de sentiments enfouis, du malaise d'une population qui, « habitant » le lieu du passé, ne sait pas gérer cette histoire, qui est aussi l'Histoire?

Le Pr Wolfgang J. Bandion, représentant le site de Mauthausen, a fait part de ses réflexions sur les moyens, les « stratégies » à développer pour « transmettre l'incompréhensible ». Revenant sur la chronologie des commémorations à Mauthausen, sur l'évolution des visiteurs du lieu - des pèlerinages des anciens dans les années 50 et 60, au visiteur « lambda » aujourd'hui, il a examiné la symbolique des monuments et de certains lieux sur le site. Aujourd'hui, il constate un réel intérêt des Autrichiens pour la mémoire de ces lieux. Il plaide pour des commémorations imposant par leur rituel une « réflexion positive », la défense de certaines valeurs. Faire partager le sens d'une mémoire européenne serait aussi une manière de sensibiliser chaque nation à une histoire commune.

Dans sa présentation, Philippe Marchal, pour l'association belge Les territoires de la mémoire, a fait part de ses expériences

pour « raconter une histoire qu'on ne peut raconter » (Elie Wiesel). Il milite pour un usage positif du témoignage (insister sur la solidarité, la résistance dans les camps), une éducation à l'altérité.

Ainsi, plus que des pratiques, les conférences ont mis en exergue des expériences et les enjeux forts sur les lieux de mémoire aujourd'hui, par exemple : comment transmettre avec justesse et objectivité, mais l'impossibilité cependant de se départir totalement d'une approche « politique » ; comment conserver ces sites (moyens, limites, enjeux)? Comment convaincre le grand public de l'impérieuse nécessité de connaître l'Histoire, comme préalable et outil du travail de mémoire et donc de construction de l'avenir européen?

Robert Schuman demandait des « efforts créateurs » pour façonner et préserver la paix. Theodor W. Adorno intimait la nécessité de « penser et agir pour faire en sorte qu'Auschwitz ne se reproduise plus ». Les intervenants et l'assemblée ont placé assurément leurs réflexions dans ces deux axes intimant savoir et action, et se sont donné rendez-vous en 2010. ■

(1) Dont Hubert France, président de la FNDIRP du Bas-Rhin (NdR).

(2) Résolution adoptée le 11 février 1993, JO C72 du 15 mars 1993, p. 118.

(3) Proposition de résolution commune du Parlement européen le 30 mars 2009 « sur la conscience européenne et le totalitarisme ». Les intertitres sont de la rédaction du PR.

